

À Mesdames et Messieurs les membres de la Commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Vous n'ignorez pas qu'en dehors de l'IHU de Marseille les malades de la Covid 19 ne peuvent bénéficier du protocole du Professeur Raoult. Il est de fait impossible de trouver un médecin pour prescrire et un pharmacien pour délivrer hors AMM.

La France se trouve dans une situation extraordinaire qui tranche avec celle des autres pays d'Europe dans lesquels la libre prescription des médecins est garantie même si les instances officielles ne recommandent pas l'hydroxychloroquine officiellement.

Tel est le cas de tous les pays cités par M le sénateur Jommier ; **ne pas recommander ne veut pas dire interdire comme en France :**

SUISSE 40% des patients y ont eu accès

<https://www.rts.ch/info/sciences-tech/11353756-lhydroxychloroquine-largement-prescrite-en-suisse-jusqua-maintenant.html>

Belgique récemment réhabilitée

<https://www.lejournalmedecin.com/actualite/la-belgique-rehabilite-l-hydroxychloroquine/article-normal-50183.html>

Italie réhabilitée et recommandée depuis le 17 mars

<http://www.francesoir.fr/interview-exclusive-pr-andrea-savarinon-lhydroxychloroquine-objet-dune-bataille-politique-aux-USA>

Portugal

Massivement utilisée et réhabilitée

<https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.06.26.20056507v1>

Au Portugal, on utilise la chloroquine, sans polémiques

<https://portugalenfrancais.com/portugal-utilise-chloroquine/embed/#?secret=LFKXdB3Xd1>

Allemagne : possible même Libération le confirme, déconseillé par Koch; les Allemands cherchent prioritairement un vaccin allemand

https://www.liberation.fr/checknews/2020/05/06/covid-19-les-medecins-allemands-peuvent-ils-prescrire-librement-de-l-hydroxychloroquine_1786978

Nous attirons l'attention de votre commission sur les informations communiquées par un carabin, Nathan Peiffer Smadja.

Il a commencé ses études de médecine en 2006, mais ne serait toujours pas titulaire d'un doctorat. La presse le présente pourtant comme un « médecin infectiologue ».

Son acte principal récent a été de promouvoir une pétition non aboutie (3261 signataires contre le Dr Perronne). De plus c'est un étudiant lié à Yazdan Yazdanpanah, un des membres du Conseil Scientifique et historiquement proche du laboratoire Gilead.

La manœuvre est habile ; à l'affirmation de Raoult selon laquelle la moitié de l'humanité peut bénéficier de l'hcq, il répond en renvoyant sur des sites de sociétés savantes , de ministères , mais n'interroge pas sur la réalité de terrain.

La Chine interdit l'hcq mais prescrit massivement la chloroquine...

[Covid-19: la Chine opte pour la chloroquine au détriment du Remdesivir](#)

De nombreux pays sont fédéraux, Brésil, Etats Unis , ...

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/covid-19-les-prescriptions-d-hydroxychloroquine-ont-presque-double-aux-etats-unis-en-mars_145770

Même s'il habite dans un état dont le gouverneur est hostile à l'hcq tout citoyen américain peut en obtenir via la téléconsultation:

[Americas Frontline Doctor Summit](#)

En Russie:

<https://fr.sputniknews.com/russie/202005281043857002-la-russie-ne-renonce-pas-a-lhydroxychloroquine-pour-soigner-le-covid-19/>

https://static0.minzdrav.gov.ru/system/attachments/attaches/000/051/777/original/030902020_COVID-19_v8.pdf

EnAfrique:

<https://afrique.le360.ma/maroc-algerie-autres-pays/politique/2020/06/01/30726-covid-19-voici-pourquoi-les-pays-africains-ont-dit-non-loms-et-poursuivent-le>

De nombreux états des USA préconisent l'hcq

Le Brésil RECOMMANDE au niveau fédéral l'utilisation d'hydroxychloroquine avec en plus l'azithromycine depuis le 20 mai : <https://saude.gov.br/noticias/agencia-saude/46919-ministerio-da-saude-divulga-diretrizes-para-tratamento-medicamentoso-de-pacientes>

Il faut rajouter l'Inde, la Grèce, Israël, l'Iran, le Maroc, Le Sénégal...

Une étude comparative de la létalité entre les pays qui utilisent vraiment et ceux qui utilisent peu devrait être effectuées par vos services, elle sera sans appel ...

Une comparaison avec l'Italie peut suffire

C'est bien la douzième semaine (22 au 28 mars) que la situation est la pire en Italie puisque l'on compte 45% de morts parmi cas résolus soit pratiquement un mort pour un guéri contre 25% en France . La semaine suivante, comme attendu la situation se dégrade en France à 40% mais c'est ensuite que tout se dérègle ...

Le ratio morts sur guéris s'effondre en Italie durablement devient trois fois moins élevé qu'en France . Depuis plus de trois mois il se situe à 5% contre 15% en France.

Avec une évolution à l'italienne depuis le début avril la France aurait épargné entre 10 et 15000 vies.

Que s'est il passé ? Comment expliquer un désastre français ?

Revenons sur les événements de cette semaine 13 où tout a basculé....

Le 17 mars l'Agence italienne du Médicament, par [décret](#), autorise la prescription et le remboursement de l'hydroxychloroquine pour le traitement, même à domicile, des patients atteints d'une infection Covid-19.

83% des médecins italiens ont prescrit l'hydroxychloroquine entre le 6 et le 9 avril 2020 (sondage Sermo).

Pendant ce temps la France prohibe par un [décret](#) dès le 23 mars 2020 la délivrance, donc en pratique la prescription d'hydroxychloroquine.

Une [étude du respecté Pr Antonella d'Arminio Monforte](#) du département de recherche médicale de l'Université de Milan parue le 29 juillet dans le Journal International des Maladies Infectieuses déclare que l'utilisation d'hydroxychloroquine et azithromycine a été associée à **une réduction de 66% du**

risque de décès par rapport au groupe témoin; l'analyse a également suggéré une plus grande efficacité de l'hydroxychloroquine chez les patients atteints d'une maladie COVID-19 moins sévère.

Lors de la première vague la France ne recommandait pas l'hydroxychloroquine ,depuis elle a durci sa position , face à une nouvelle vague elle se trouve dans une situation ubuesque , elle est pratiquement la seule à l'interdire

Les dispositions de l'article L. 5121-20 du Code de la santé publique permettent au Gouvernement, agissant par la voie de décrets en Conseil d'Etat, d'apporter des restrictions à la prescription et à la délivrance de certains médicaments, dès lors qu'elles sont justifiées **dans l'intérêt de la santé publique.** La légalité du régime de prescription restreinte, défini par l'article R. 5121-77 du Code de la santé publique, ne concerne que des catégories de médicaments répondant à des spécifications particulières et doit trouver sa justification dans des impératifs de protection de la santé publique. Cela résulte d'une jurisprudence de 1996.

Or, à partir du moment où de nombreux Etats ont déjà officialisé leur recours à la chloroquine, **il est difficile de soutenir que la restriction apportée en France à l'utilisation de cette thérapeutique est justifiée par un impératif de santé publique.**

Encore plus quand une cohorte de médecins français (et non des moindres) se dit prêt à l'utiliser. Combien de temps la France pourra-t-elle tenir une telle position : d'un côté, exprimer « *la reconnaissance de la Nation aux héros en blouse blanche* » et se targuer d'avoir « *les meilleurs virologues, les meilleurs épidémiologistes, des spécialistes de grand renom, des cliniciens aussi* », et de l'autre, confisquer l'exercice de leur art à des milliers de médecins en estimant qu'ils ne seraient pas tous à même de décider de la pertinence d'un traitement et d'assurer son suivi dans des conditions « *garantissant la meilleure sécurité sanitaire et le meilleur apaisement possible de la souffrance au regard des connaissances médicales avérées* ».

En France plus de la moitié des personnes âgées de 65 ans et plus voudraient bénéficier du protocole Raoult et les dispositions actuelles interdisent ce droit , c'est une situation incompatible avec la démocratie, un état de dictature sanitaire. (https://harris-interactive.fr/opinion_polls/limage-du-professeur-didier-raoult-aupres-des-francais/)

La situation est d'autant plus insupportable que cette interdiction est la conséquence directe d'une étude biaisée réalisée par une call girl et trois acolytes, étude aujourd'hui retirée des revues mais toujours citée par la Haute autorité de Santé.

Au nom des 185 000 pétitionnaires nous vous demandons d'écouter les Professeur Raoult, Perronne, Toussaint, et de mettre fin au scandale sanitaire et démocratique qui empêche, en France , les médecins de soigner librement les malades.

Veillez croire, Mesdames et Messieurs les Sénateurs, à l'expression de notre haute considération

Pour les Pétitionnaires

Patrice Gibertie
giberpa@yahoo.fr
0139020339

Les adresses des 185 000 pétitionnaires sont à votre disposition